

20220717 Libération

https://www.liberation.fr/societe/hebergement-dukrainiens-par-des-particuliers-la-solidarite-des-francais-montre-des-signaux-dessoufflement-20220717_CBO5XLZNJNGHPCZJ6PIFTEUKFU/

Hébergement d'Ukrainiens par des particuliers : la solidarité des Français montre «des signaux d'essoufflement»

Article réservé aux abonnés

Dès le début de la guerre, en février, de nombreux Français ont proposé d'accueillir chez eux des réfugiés fuyant leur pays. Mais le conflit perdure, et certaines familles se demandent combien de temps encore elles pourront tenir et espèrent un soutien financier de l'Etat.



Dans un centre d'accueil de réfugiés ukrainiens géré par l'association France Terre d'asile, à Paris le 11 mars. (Stéphane Lagoutte/Myop pour Libération)

par Élia Ducoulombier
publié le 17 juillet 2022 à 17h04

«Dans trois mois, si on ne nous aide pas, on va se retrouver dans un pétrin financier.» Quand Joëlle et Julien ont décidé en avril d'accueillir un couple d'Ukrainiens dans leur maison à Dunkerque (Nord), ils n'imaginaient pas que leur situation se compliquerait aussi rapidement. Ces trentenaires avaient anticipé certaines contraintes : les rythmes de vie différents, la barrière de la langue... Mais pas de se retrouver seuls pour aider cette famille dont le destin s'est subitement entremêlé au leur. *«On n'avait pas prévu cette absence totale du soutien de l'Etat, affirme Julien. A part l'association pour quelques démarches, personne ne nous a guidés, on a dû se débrouiller par nous-mêmes depuis le début.»*

Aujourd'hui, c'est leur situation financière qui les préoccupe le plus. L'inflation augmente et avec elle, les factures d'eau, d'électricité, d'essence ou les courses pour compléter l'aide alimentaire. *«Avoir deux, trois, quatre personnes en plus dans un foyer, ce n'est pas négligeable, ajoute Joëlle, enseignante. Mon conjoint pioche dans ses économies personnelles et moi je travaille un peu au noir pour compenser. A la rentrée, je n'aurai plus le temps pour ça et on va se retrouver dans une situation critique.»*

Lire aussi

[**Pour les 100 000 réfugiés ukrainiens en France, un provisoire qui dure**](#)

[Europe](#)

23 mai 2022abonnés

Le couple n'est pas le seul à s'inquiéter pour ses dépenses. Dans l'Essonne, Diana héberge depuis début mars Yana, une mère ukrainienne, et ses deux enfants, dans un appartement en dessous de chez elle, habituellement loué. Dès le départ, elle a prévenu les nouveaux arrivants qu'elle ne pourrait pas les garder plus de six mois. *«Les locations, c'est ce qui me fait vivre, explique-t-elle. Au-delà du 1er septembre, ça représentera une perte d'argent trop importante pour moi. Moralement, c'est difficile mais s'ils sont encore là, je n'aurai pas le choix que de les mettre à la porte.»*

«Des mécanismes de soutien sont à l'étude»

Alors que la France a franchi le cap des 100 000 Ukrainiens accueillis depuis le début de la guerre fin février, les réfugiés seraient environ 15 000 à être hébergés chez des particuliers, d'après l'Office français de l'immigration et de l'intégration (Ofii). [Un chiffre sans doute sous-estimé](#) puisque ce recensement concerne le circuit officiel d'hébergement et pas celui, officieux, des collectifs de citoyens ou des réseaux sociaux. En réalité, on serait plus proche de 25 000 personnes, selon une source proche du dossier. Parmi ces exilés, certains repartent mais d'autres prévoient de s'installer durablement ou [d'attendre la fin de la guerre pour retourner dans leur pays](#). *«Ce qui est compliqué, c'est qu'on ne peut pas se projeter, relate Joëlle. Pour l'instant, on sait qu'autour de Dunkerque, il n'y a aucun logement disponible pour ceux que l'on héberge et personne ne sait jusqu'à quand cela va durer.»*

En raison de la barrière de la langue, les Ukrainiens peinent à trouver du travail et quand ils en trouvent, cela permet rarement de se payer un loyer. Dans la commune de l'Essonne où vit Diana et où est installée une forte communauté russophone, Yana a pu travailler dans une maison de retraite. *«Mais il ne s'agit que de remplacements. En deux mois, elle a touché 1 700 euros. Comment est-elle censée se loger en Ile-de-France ?»* s'interroge la logeuse. Les Ukrainiens enregistrés auprès des préfectures bénéficient de la protection temporaire qui leur permet de toucher l'allocation des demandeurs d'asile. Sous forme d'une carte de paiement, elle peut être créditée jusqu'à 21 euros par jour pour une famille de trois personnes comme celle de Yana. Même avec une allocation logement complémentaire, cela ne suffit pas. *«Avec des revenus faibles et pas forcément de contrat de travail, avoir accès à un logement est difficile, reconnaît la directrice de l'association d'aide aux réfugiés France Terre d'asile, Delphine Rouilleault. Dans ce cas, ce qui peut rassurer les bailleurs, c'est l'intermédiation locative, qui permet à une association de prendre le bail à la place de la famille.»*

En attendant une solution viable, les familles françaises demandent une aide financière du gouvernement. Alors qu'une prime inflation pour les plus modestes [devrait être mise en place à la rentrée](#), Joëlle s'interroge : *«Pourquoi est-ce qu'on ne pourrait pas en bénéficier ? Ou un plafond temporaire pour nos factures ?»* Du côté des autorités, une source proche du dossier indique que *«des mécanismes de soutien sont à l'étude»*. *«On observe depuis plusieurs semaines des signaux d'essoufflement, et c'est normal, de la part des Français qui hébergent des familles ukrainiennes. Cette crise va probablement durer au moins un an et nous savons qu'on ne pourra pas compter sur les particuliers aussi longtemps, donc nous réfléchissons à des solutions.»*

Lourde charge mentale

Du côté de l'Ofii, on assure être «*mobilisé pour aider les familles et trouver des solutions au niveau local*». «*Reloger, c'est un travail de dentelle, qui se fait au fur et à mesure et donc qui prend du temps*», justifie Didier Leschi, son directeur. Véronique, qui habite dans une petite ville de la Loire et héberge une mère ukrainienne et ses quatre enfants dans une dépendance de sa maison depuis deux mois, s'est vu offrir une solution de relogement. Elle avait sollicité sa mairie, qui lui a proposé de mettre à disposition un appartement vacant dans le centre du bourg. Si Véronique se réjouit de cette première victoire, elle sait qu'elle devra toujours y consacrer du temps. «*On ne peut pas lâcher cette famille comme ça. La mère ne parle pas français donc elle aura toujours besoin de nous pour l'aider s'il y a des problèmes de santé, des soucis à l'école ou faire de l'administratif.*»

Cette charge mentale est lourde à porter pour les familles accueillantes et devient parfois difficile à supporter. «*Ça représente beaucoup de travail au quotidien. Pour moi, c'est un deuxième mi-temps*», assure Véronique. Et d'illustrer par ce qui lui traverse alors l'esprit : «*Je pense déjà à la banque que je dois appeler juste après pour régler un problème.*»

L'enregistrement à la préfecture, l'inscription à la sécurité sociale, la Caisse d'allocation familiale, Pôle Emploi, l'école pour les enfants, les cours de français pour les adultes, ouvrir un compte en banque, une ligne téléphonique, demander les aides alimentaires. Autant de démarches à entreprendre et de documents qu'il faut récupérer, traduire, compléter, envoyer. «*Vous connaissez l'administration française, sourit la quinquagénaire. C'est un véritable casse-tête et ça prend un temps fou.*»

Chacun sait qu'en comparaison des horreurs de la guerre vécues par les Ukrainiens qu'ils aident et hébergent, les soucis de ces particuliers ne sont que des broutilles. Eux-mêmes répètent qu'ils ne devraient pas se plaindre. Mais relativiser n'empêche pas la fatigue de s'installer durablement. «*Cette situation est source de tensions dans notre foyer*, admet Julien. *Avec Joëlle, on s'engueule plus régulièrement. Tout ce qu'on voudrait, c'est de l'aide pour ne pas avoir à tout porter tout seuls.*»

En théorie, les associations référentes de chaque département sont censées accompagner les familles pour les démarches administratives ou le suivi social des réfugiés. Mais, dans les faits, certaines d'entre elles sont passées par les circuits non officiels d'hébergement. En dehors des radars, donc. Laëtitia et son mari, dans le Gers, ont accueilli fin mars une mère et ses deux enfants en passant par les réseaux sociaux. «A Paris, on a vu le centre d'accueil au parc de la Villette, la queue tellement longue pour y avoir accès. On voulait éviter à une famille de passer par là, de dormir dans des gymnases ou des hôtels et leur proposer un lieu stable pour plusieurs mois», justifie le couple.

Delphine Rouilleault ne remet pas en cause l'élan de solidarité qui a motivé les Français dès le début de la guerre. «*Quand il est bien accompagné par des associations et des travailleurs sociaux, l'hébergement citoyen est très bénéfique pour l'intégration des personnes accueillies*», assure la responsable. Mais ce type d'hébergement, contraignant, ne peut pas être la norme. «*Cela fonctionne très bien sur de petits volumes parce qu'il faut un suivi de qualité et pouvoir former et accompagner les hébergeurs et hébergés.* En l'état, même si on l'avait anticipé, on a tous, y compris les services d'Etat, été débordés par cet élan spontané et donc désorganisé.»

«Un cercle vicieux»

Véronique est allée chercher la famille d'Ukrainiens à Lyon, après l'appel d'une association locale. Il a fallu un mois et demi pour que l'association référente de la Loire, où elle habite, la retrouve et la contacte pour lui proposer une assistante sociale et d'inscrire la mère ukrainienne à Pôle Emploi. Parfois, même le circuit officiel ne tient pas ses promesses. Début mars, Diana s'était signalée à sa mairie, dans l'Essonne. Quelques jours plus tard, elle accueillait une mère et ses deux garçons. Depuis, elle n'a reçu aucune visite, aucune aide de la part de la municipalité ou de l'association référente, qu'elle peine à joindre. *«Dans notre commune, il y a des drapeaux ukrainiens partout, on veut montrer qu'on aide les réfugiés mais derrière, personne ne nous aide nous, ceux qui les hébergent vraiment»*, s'agace Diana.

Lire aussi

[**L'accueil des réfugiés ukrainiens, le «franc succès» d'un village de l'Ain**](#)

Société

23 mars 2022abonnés

En dehors des démarches administratives, s'ajoute aussi le poids de la vie quotidienne. Rassurer les familles quand un avion passe au-dessus de la maison. Se rendre à l'hôpital quand l'un est malade. Prévoir les vaccins des plus jeunes. Chercher un psychologue parlant ukrainien. En ce moment, Laëtitia s'efforce de trouver une solution de garde pour les deux garçons qu'elle héberge. *«On voudrait les mettre au centre de loisirs cet été. Cela permettrait à leur mère d'accepter des missions d'intérim et les enfants pourraient continuer à sociabiliser, à apprendre la langue.»*

Mais pour l'instant, le centre demande un montant que ni la mère des deux enfants ni Laëtitia et son mari ne peuvent se permettre. *«C'est un cercle vicieux. Si elle ne peut pas faire garder ses enfants, elle ne peut pas travailler ; si elle ne travaille pas, elle ne peut pas les faire garder. A défaut de trouver une solution, je devrais faire la baby-sitter, alors que ce n'est pas mon rôle.»* Pour Delphine Rouilleault, il est important que les familles hébergeuses se sentant démunies se tournent vers les associations référentes des départements. *«Il ne faut pas rester seul si ça ne va pas. Les travailleurs sociaux peuvent aider dans les démarches et trouver des solutions, mais ce n'est possible que si on se fait connaître.»*